

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 247

Artikel: En fait, une étude de marché
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1027945>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le syndicalisme entre le musée et le champ de bataille

« *Travailleurs et syndicats* », tel est le titre de l'enquête qui vient d'être réalisée par Uniprognosis SA Zurich, à la demande de l'Union syndicale suisse. Cette analyse de la situation psychologique au sein du mouvement syndical a été commandée en 1969, lors d'un congrès de l'USS. Elle devait permettre de soutenir les efforts de recrutement intensif des syndicats.

Avant d'analyser dans le détail les résultats de l'enquête, deux remarques générales s'imposent qui aideront à saisir en même temps les limites de l'entreprise et son aspect le plus positif.

Il faut regretter en premier lieu que les enquêteurs n'aient pas su se libérer du carcan idéologique, des « a-priori » et des points de vue simplistes qui donnent à leurs conclusions un caractère très subjectif et contestable. Certes, comme psychologues, on comprend qu'ils se soient attachés à analyser d'abord les réactions individuelles

des travailleurs, laissant de côté les dimensions collectives du mouvement syndical. Mais cela n'explique pas tout, et nous ne les suivons vraiment pas lorsqu'ils affirment par exemple que « la fusion des diverses classes sociales dans le vaste creuset de la consommation » débouche sur le nivellement des conflits et antagonismes entre groupes et classes, pour ne laisser subsister que des rivalités individuelles de travailleurs en quête d'une identité professionnelle.

L'enquête, en revanche, a l'immense mérite de mettre en évidence le caractère prioritaire, aux yeux des travailleurs de la lutte et de l'activité syndicales sur les lieux mêmes du travail.

La réflexion qui suit est notre première contribution à une réflexion sur les positions affichées ces dernières semaines par les syndicats, tant sur le plan de la paix du travail que sur celui de la politique conjoncturelle.

En fait, une étude de marché

Le mandat donné à l'Uniprognosis était de réaliser une enquête de nature psychologique sur la situation du monde du travail en Suisse. Selon ses auteurs, ce travail devait permettre de « déceler le mécanisme des fluctuations d'un marché », celui des travailleurs, en fonction presque exclusivement de l'effort de recrutement des syndicats.

Dans un contexte aussi limité, on comprend que toute la recherche se soit en quelque sorte focalisée sur le comportement individuel du travailleur : quelle est l'image professionnelle qui plaît ou déplaît au travailleur, est-il sécurisé ou non, frustré ou même angoissé dans ses relations professionnelles, heureux d'appartenir à telle organisation syndicale qui le protège (recherche d'une protection maternelle) ou au contraire aigri et mécontent de la « bureaucratie syndicale » où tout se décide au sommet ?

Cette manière de poser les questions devait fata-

lement encourager les personnes interrogées à répondre sur un mode égoïste, à développer des idées toutes faites ou des stéréotypes du genre « les choses ne vont pas trop mal » ou « plus on a d'argent et plus on est libre » ou même « j'aime bien l'argent et je ne suis pas le seul ».

L'égocentrisme

W. Jucker reconnaît dans la préface de l'opuscule que les résultats de l'enquête ont provoqué dans les milieux syndicaux plus de surprise que l'on ne l'escomptait : « les progrès de la division du travail et la fermeture d'un certain nombre d'entreprises en phase de plein emploi ont concouru à renforcer l'égocentrisme du travailleur ». Le diagnostic de l'enquête est d'ailleurs clair sur ce point, il est même inquiétant dans la mesure où il dévoile une attitude de repli sur soi-même : le travailleur suisse place son idéal dans la sécurité et la stabilité, il a peur des bouleversements

et rêve d'une société paisible et équilibrée; il est surtout préoccupé de l'accession à un mieux-être matériel, il s'est sans cesse « débrouillé » dans son travail pour améliorer sa situation professionnelle et a su « faire sa pelote ».

Cependant — et c'est ce qui rend si discutables les résultats — il s'agit là du travailleur pris individuellement et isolé artificiellement dans une dimension psychologique factice.

L'image la plus navrante de cette réduction systématique de toutes les réponses obtenues aux limites restreintes de la psychologie individuelle est constitué par l'interprétation de ce que les auteurs de l'enquête appellent la conscience de crise : ainsi, le travailleur qui remet en cause le pouvoir hiérarchique de ses chefs, qui soupçonne l'autorité et veut modifier les rapports de force dans la société devient un travailleur « traumatisé qui ne parvient pas à se résigner à l'idée de devoir surmonter lui-même ses difficultés » (p. 88).

Autrement dit, comme le note (et stigmatise) Mendel ¹, « ne compterait pas le fait réel, objectif, que dans nos sociétés certains individus possèdent le pouvoir et d'autres ne le possèdent pas ». Mais la pratique quotidienne syndicale n'entraîne-t-elle pas le travailleur à ce repli sur lui-même, à cette réduction des problèmes collectifs en des équations individuelles simplistes ? C'est dans cette perspective que l'autocritique syndicale, au niveau des dirigeants, pourrait être la plus féconde.

La seconde partie de l'enquête, consacrée précisément à l'expérience syndicale, met en lumière un phénomène essentiel : le désintérêt relatif des syndicats pour l'action concrète, mobilisatrice et revendicative sur les lieux de travail. Le poids spécifique de l'action syndicale se déplace sur des tâches de politique générale, ce qui conduit les auteurs de l'enquête à déceler la présence d'une force centrifuge qui traverse le syndicalisme et le pousse à se désengager du centre initial de ses préoccupations — le travail — pour se concentrer

1 « Sociopsychanalyse » I.

sur un rôle de politique sociale intéressant l'ensemble de la collectivité.

Trois dangers

Dans le prolongement de cette orientation trois dangers très graves :

1. Une organisation syndicale soutenue financièrement par ses seuls membres (pour autant bien sûr que le principe de la cotisation de solidarité des non-syndiqués ne soit pas généralisée) ne peut pas se permettre de perdre ainsi de vue ce qui constitue l'intérêt primordial et direct de ses cotisants.

2. Dès l'instant où le délégué syndical n'a plus de prise directe sur l'activité quotidienne de ses mandants — postes de travail, qualifications, cadences, primes, possibilités de formation professionnelle, cours divers etc. — il s'éloigne de la base, il est ressenti comme un bureaucrate. L'excellence des contacts personnels qu'il conserve avec les uns ou les autres ne modifie pas cette image. Les possibilités de recrutement s'en ressentent énormément.

3. Le travailleur, qui constate que tout se passe au-dessus de sa tête, au-dessus même des commissions ouvrières et des secrétaires syndicaux, comme c'est le cas des négociations sectorielles, perd l'enthousiasme et la volonté de lutte qui fait la force des organisations syndicales.

Modifier cette orientation, remonter le courant, revenir à des préoccupations plus directes et quotidiennes, développer l'activité dans les ateliers, dans les bureaux, sur les lieux de travail, voilà ce qui permettra le renouvellement des forces syndicales. Le durcissement actuel de l'action syndicale, la volonté modeste de revenir à des instruments de lutte plus adéquats que les traditionnelles conventions de paix du travail, semblent bien montrer que le syndicalisme est tout disposé à prendre ce virage.

L'impasse psychologique

Et pourtant, la seule analyse psychologique cache largement la montagne et ne débouche que sur

une impasse. D'un côté en effet, l'enquête révèle un travailleur suisse timoré, avide de sécurité et de stabilité, désireux surtout d'améliorer sa situation matérielle à lui, ennemi juré des grands bouleversements, donc enclin à condamner sévèrement toute remise en question de la paix du travail si profondément ancrée dans sa mentalité.

Par ailleurs cependant, l'emprise toujours plus grande des impératifs technologiques, de la rationalisation, les concentrations d'entreprises, l'usure du pouvoir d'achat au travers de l'inflation, constituent des menaces bien réelles et profondément ressenties par les travailleurs.

Or la solution de telles tensions ne peut être apportée qu'au niveau politique et social.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Participation : la contre-attaque se précise

Le débat sur la participation des travailleurs aux décisions dans les entreprises s'anime. « Zeitbild », bi-mensuel de l'Institut de l'Est a publié un numéro spécial (21), évidemment critique, sur ce problème dans les pays de l'est européen. Une diffusion exceptionnelle de ce numéro a été entreprise. La rédaction et l'administration envisagent une distribution dans les entreprises et les syndicats ainsi que l'utilisation de ce travail pour l'éducation civique dans les écoles.

Un argument à retenir

Dans « Finanz und Wirtschaft » (84), une interview de M. J.E. Haefeli, président de l'Union centrale des associations patronales, interrogé là en tant que représentant des adversaires les plus résolus de l'initiative syndicale sur la participation. Les arguments utilisés seront abondamment repris dans la campagne populaire. Relevons-en

un, parmi beaucoup d'autres: « Le partage paritaire du pouvoir de décision sur le capital productif, but des syndicats, n'est rien d'autre qu'une attaque frontale camouflée contre la propriété privée » (Das von den Gewerkschaften anvisierte Ziel paritätischer Verfügungsgewalt über das Produktionskapital ist nichts anderes als ein verschleierter Frontalangriff auf das private Eigentum). Voilà le débat engagé à un niveau prometteur...

Le même numéro de « Finanz und Wirtschaft » contient un supplément de 24 pages sur les relations entre la Suisse et le Brésil, à l'occasion de l'ouverture d'Expo Suiça 1973 à Sao Paulo.

— Dans « Konzept » (5), une interview de Guido Casetti, futur président de la Fédération suisse des syndicats chrétiens, et le début d'une série d'articles sur la participation dont le premier article est intitulé : « Quelles sont les limites de la démocratisation ? ». Les prochains articles paraîtront sous les titres : « Démocratie dans l'économie et dans l'Etat » ; « Participation : intégration dans la dépendance ? ».

— Dans le magazine du « Tages Anzeiger », une étude sur le logement en Union soviétique, par le professeur Adolf Vogt (ETH, Zurich). L'accent principal de cet article qui est le résumé d'un livre paru à Cologne (DuMont-Verlag) au début de l'année : le logement en URSS, son évolution depuis 1917, correspond-il à un effort pour changer la manière de vivre dans ce pays ? A la clef de cette réflexion, une comparaison entre l'architecture de la Révolution française (1789) et celle de la Révolution de 1917.

— Dans un numéro du week-end spécialement dense, la « National Zeitung » publie sous la plume de Hans Saner un travail philosophique sur la naissance de la vie sous le titre « Le fœtus n'est pas encore un être humain » ; dans le même supplément, le point du cinéma suisse, avec une interview du cinéaste Kurt Gloor, le premier volet d'une analyse des presses nationales avec, cette fois, le texte du correspondant de Londres sur le sujet.